

Intervention de S.E. Madame Karen Van Vlierberge,
Ambassadeur, chargée d'affaires a.i.,
Représentante permanente adjointe

au Conseil de sécurité des Nations Unies

Briefing Libye

New York, le 29 juillet 2019

Monsieur le Président,

Permettez-moi de tout d'abord remercier le Représentant Spécial du Secrétaire Général Ghassan Salamé pour son intervention.

Je tiens à saluer votre travail, ainsi que celui de l'ensemble du personnel de la mission, opérant dans un environnement particulièrement difficile.

Je remercie également l'Ambassadeur Schulz pour son exposé.

Monsieur le Président,

La situation à Tripoli demeure très préoccupante : les civils libyens, les migrants et plus largement les personnes les plus vulnérables souffrent au quotidien à la suite des combats. Il est grand temps que la protection des civils devienne véritablement une préoccupation des belligérants. Le Belgique appelle en particulier les parties à s'abstenir de toute violation grave à l'égard des enfants, y compris par le recrutement et l'utilisation de ceux-ci dans les combats.

Par ailleurs, la Belgique condamne fermement les bombardements qui ont récemment touché une école et un hôpital de campagne au sud de Tripoli. Elle salue le courage du personnel médical et humanitaire qui paie un prix élevé pour sa détermination.

Le vide sécuritaire créé notamment au Sud de la Libye, profite aux groupes terroristes. La poursuite de l'option militaire ne mènera qu'à d'avantage de chaos et à une déstabilisation durable du pays. Déjà, elle menace entièrement les progrès politiques accomplis depuis deux ans.

La Belgique tient à rappeler une nouvelle fois que ceux qui se sont rendus coupables de violations graves du DIH et, plus largement, ceux qui menaceraient la paix en Libye, devront rendre compte de leurs actes. Tous les chefs, militaires ou civils, qui exercent un contrôle, une autorité et un commandement effectifs sur leurs subordonnés pourraient être tenus pénalement responsables des crimes commis par ces derniers et poursuivis devant les tribunaux nationaux ou la Cour Pénale Internationale.

La Belgique appelle les parties à retourner sans conditions à la table des négociations. Je les exhorte à s'engager de bonne foi et de manière constructive sur les propositions et idées avancées par le Représentant Spécial Salamé. L'urgence d'un cessez-le-feu reste d'actualité et les rumeurs d'une nouvelle offensive autour de Tripoli sont alarmantes.

Dans ce contexte, la Belgique tient à souligner l'importance d'une participation significative et égale des femmes. L'inclusion systématique des femmes et des organisations de femmes de diverses perspectives est essentielle pour parvenir à une solution inclusive et durable. La Belgique appelle les autorités Libyennes à assurer la protection et le soutien des femmes, y compris les femmes défenseurs des droits humains, afin qu'elles puissent participer activement dans l'espace public sans crainte de représailles.

Enfin, la Belgique appelle au strict respect par tous de l'embargo sur les armes décrété par ce Conseil. Les violations de cet embargo ont en effet

pour conséquence de prolonger le conflit et les souffrances du peuple libyen. Il convient à cet égard de souligner le travail essentiel effectué par le Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011), groupe avec lequel ce Conseil a exhorté tous les Etats à coopérer pleinement.

Monsieur le Président,

Les principaux acteurs libyens continuent de privilégier la solution militaire. La rhétorique belliqueuse ne diminue pas, les combats se poursuivent, les violations de l'embargo sur les armes perdurent, le Droit International Humanitaire est violé et le recours dans les deux camps à des éléments terroristes, criminels et listés par le CSNU est banalisé.

Personne ne semble véritablement intéressé à instaurer un cessez-le-feu et à retourner au dialogue politique.

C'est en partie aussi dû au trop long silence de ce Conseil : j'espère dès lors que nous pourrons nous exprimer prochainement à travers l'adoption d'une résolution afin que personne en Libye ne doute de la volonté et de la détermination du Conseil de sécurité.

Je vous remercie.